

Le Panda et le saumon : la face sombre du WWF

Alain Le Sann, L'Encre de mer

mercredi 17 décembre 2014, par colaborador@s_extern@s

3 décembre 2014 - [L'encre de mer](#).

À propos de : Wilfried Huismann, [PandaLeaks: The Dark Side of the WWF](#), Brême, Nordbook, 2014, 260p.

En 2012, le journaliste Wilfried Huismann a publié, en Allemagne, une enquête sur le WWF qui a eu un grand retentissement. Il nous donne maintenant une version anglaise enrichie. Il a rencontré des dirigeants du WWF, lorsqu'ils ont accepté de le recevoir et de répondre à leurs questions, et il a reçu de nombreux témoignages de membres (anciens ou actuels) de l'organisation, notamment sur le malaise que suscitent les liens étroits du WWF avec les grandes multinationales dont celles considérées les plus grandes pollueuses et les plus destructrices de l'environnement. Il ne met pas en cause la sincérité des salariés de l'ONGE, et il reconnaît que le travail de terrain peut être respectable [1]. Il constate simplement que les plus hautes instances du WWF négocient avec de grandes sociétés multinationales et les contestent de moins en moins, au point même de couvrir et favoriser l'expansion de pratiques inacceptables. Il analyse ainsi les rapports avec Coca Cola, les liens avec les défenseurs de l'apartheid, avec Monsanto et les grands producteurs d'huile de palme et de soja. Il confronte les intentions affichées par le WWF avec les réalités de terrain. Toutes les enquêtes de terrain menées par W. Huismann montrent que les entreprises liées au WWF ne respectent pas leurs engagements, pourtant bien limités. Malgré ces constats alarmants, le WWF assure qu'il contribue à l'amélioration des pratiques de ces grandes sociétés, en Afrique, au Mexique, au Brésil, en Argentine, en Inde et en Indonésie. L'enquête montre qu'elles poursuivent la déforestation, la destruction de sols, des ressources en eau. Elles sacrifient des communautés indigènes et paysannes et le WWF soutient cette politique, malgré ses engagements en faveur des droits des indigènes [2]. Loin de contribuer à la protection de la nature et des populations qui en vivent, selon W. Huismann, le WWF couvre les turpitudes et les pratiques scandaleuses des sociétés qui le financent. Pire, il permet ainsi à ces multinationales d'étendre leurs activités destructrices, comme en Indonésie, au Chili ou en Argentine.

Le WWF et Marine Harvest, le roi du saumon

L'entreprise norvégienne Marine Harvest réalise près du quart (plus de 400 000t en 2014) de la production mondiale de saumon d'élevage. L'ensemble des entreprises norvégiennes contrôle 90% de cette production et, John Fredriksen, propriétaire de Marine Harvest, est considéré comme le roi du saumon. Son entreprise produit du saumon en Norvège, en Écosse, au Chili et elle le transforme dans plusieurs pays d'Europe et d'Asie. Avec 10 000 employés dans 23 pays, elle est le leader de la « révolution bleue ». En 2008, le WWF a signé un accord de partenariat avec Marine Harvest pour promouvoir l'aquaculture durable suivant les canons de la certification ASC (Aquaculture Stewardship Council), conçue sous l'égide du WWF et lancée officiellement en 2009.

Cette même année, le Chili a connu un désastre dans ses fermes aquacoles, le virus ISA (Anémie Infectieuse du Saumon), apparu en 2007, a touché une grande partie des élevages entraînant la mort de millions de saumons, du nord au sud du pays. Cette crise jette une lumière crue sur les pratiques des entreprises aquacoles du Chili. En Norvège, Marine Harvest subit des contrôles et, chaque année, les concessions peuvent être retirées ; l'usage des antibiotiques est réduit et souvent absent, la densité des élevages est nettement plus faible qu'au Chili. Il en résulte que l'épidémie a été maîtrisée en Norvège alors qu'elle ne l'a pas été au Chili [3]. L'ISA n'est pas la seule maladie. Sur 478 élevages, 420 sont infestés de poux et les saumons sont touchés par une vingtaine de maladies. L'usage des antibiotiques est hors de contrôle, soit 800 fois plus élevé qu'en Norvège et même 36 000 fois, selon un biologiste

chilien [4]. L'environnement marin est sacrifié, les fonds marins sous les cages sont en état d'anoxie (sans oxygène), les saumons échappés des cages ont modifié la génétique des espèces locales et la biodiversité. Les ressources qui faisaient vivre les pêcheurs sont détruites et n'offrent plus d'alternative aux employés des élevages et des ateliers de transformation qui se retrouvent sans emploi et sans revenu. La pêche chilienne se trouve sous la dépendance des industriels du saumon à qui ils fournissent les poissons pour la farine et l'aliment : « **Nous ne sommes que des esclaves des multinationales, il ne reste plus de pêcheurs indépendants au Chili** » déclare un patron pêcheur à Wilfried Huismann. Le gouvernement a favorisé une véritable mafia du saumon, sans contrôle. Les dirigeants de Marine Harvest reconnaissent leurs erreurs face à cette catastrophe, mais ils l'ont organisée, par appât du gain, et n'ont nullement respecté les règles imposées en Norvège. Malgré ces responsabilités évidentes, en 2011, le WWF a signé un accord de partenariat avec cette entreprise, au nom de progrès futurs. Le WWF vient de recevoir, en novembre 2014, d'importantes subventions de la part des grandes entreprises chiliennes pour accompagner le « verdissement » de l'aquaculture et sa labellisation ASC. Pour l'ONG Ecoceanos, ce partenariat est l'annonce d'une catastrophe et l'extension des zones d'élevage [5]. En l'absence de règles contraignantes fixées et contrôlées par l'Etat, les entreprises feront ce qu'elles voudront en cherchant, peut-être, à éviter la catastrophe dans leurs nouvelles implantations. Ce n'est pas le WWF qui les dénoncera si elles continuent de dégrader l'environnement, tant il est lié par leurs financements. **De fait, le WWF apporte une caution verte à des entreprises déconsidérées, par leur comportement et leur mépris de l'environnement et des droits sociaux.** Au sein même du WWF International, ces accords sont considérés comme honteux par certains responsables, en privé...

L'enquête ne concerne pas la pêche et le Marine Stewardship Council (MSC), premier label lancé en 1995 par le WWF et Unilever. Ce label certifie des pêcheries durables, mais ces pêcheries sont déjà suivies par les services scientifiques et le label ne vient que conforter des pêcheries déjà bien gérées. Certains parlent d'un racket, car il faut payer cher une certification qui est de plus en plus souvent exigée par la grande distribution. Walmart soutient cette politique et Carrefour vient de s'y mettre en France. La fondation Walmart finance le WWF pour promouvoir ce label. Les organisations de pêcheurs artisans ont pris fortement position contre ce type de labellisation, lors de la rencontre de Bangkok en 2008. Des chercheurs considèrent que cette certification renforce les logiques de privatisation : « La certification et l'éco-labellisation privatisent la gouvernance des pêches de plusieurs façons (...), par la création de nouvelles formes de droits exclusifs et de privilèges et ce, dans des situations de gestion commune déjà compliquées par des droits d'accès et de propriété... » [6]. Cette certification met les pêcheurs artisans entre les mains de la grande distribution qui contrôle leur accès au marché.

L'environnement et les affaires contre les droits humains

« Au cas où je me réincarnerais, j'aimerais revivre sous la forme d'un virus mortel, afin de contribuer à résoudre le problème de la surpopulation » Voilà ce que déclarait le Prince Philip, Duc d'Édimbourg, dans une interview en 1988. Il était alors président du WWF, puisqu'il le fut de 1981 à 1996. Il était aussi l'un des fondateurs du WWF en 1961. Une telle déclaration n'est pas un épiphénomène pour le WWF, elle témoigne de l'existence en son sein d'un courant profondément réactionnaire qui se retrouve au plus au niveau et explique les choix de l'organisation. Le WWF entretient des relations étroites avec les grandes sociétés multinationales dans de nombreux domaines : la pêche, l'aquaculture, l'huile de palme, le soja, les forêts, etc. Le WWF s'est fait une spécialité dans le développement de dialogues et de tables rondes avec les grandes entreprises, y compris les plus critiquées pour leur mépris de l'environnement. **Ainsi le WWF n'hésite pas à collaborer avec Monsanto** mais cet affairisme, revendiqué au nom d'une amélioration des pratiques de ces puissantes sociétés, va jusqu'à la collaboration avec des groupes et des hommes qui sont les piliers des régimes les plus réactionnaires et dictatoriaux. L'exemple le plus significatif analysé par W. Huismann est celui de **José Martinez de Hoz**. Il a été membre fondateur de la Fondation Vida Silvestre (FVSA), partenaire du WWF en Argentine. Il est membre influent du WWF international en tant que membre du club des 1001, un club fermé de 1001 membres où figure le gotha des multinationales et des têtes couronnées d'Europe qui financent le WWF. Il a été également membre du gouvernement de Videla, comme ministre de l'économie, et il a depuis été **condamné pour crimes contre l'humanité**. Il a participé à la promotion du soja en Argentine et au développement des

OGM. L'autre grand partenaire du WWF a été **Hector Laurence**, président de FVSA de 1998 à 2008, et représentant de deux filiales de Dupont en Argentine, promoteur du soja OGM. La présence de tels personnages dans les instances dirigeantes du WWF n'est pas un accident. Elle est la manifestation des liens étroits établis par le WWF, depuis sa création en 1961, avec les milieux les plus réactionnaires, partenaires des fondateurs. En Afrique du Sud, le WWF est né au sein des **milieux défenseurs de l'apartheid**. Le premier président du WWF a été le **prince Bernhard des Pays-Bas, connu pour son passé nazi et ses liens avec les industriels de l'armement**. Les accusations de corruption l'ont amené à quitter la présidence du WWF, il a été remplacé par le Prince Philip...

Malgré ces turpitudes, qui ne sont qu'un échantillon de toutes celles dévoilées par l'enquête de Wilfried Huisman, le WWF reste la meilleure marque environnementale pour réaliser du verdissement à bon compte, et il sait la vendre.

<http://www.l-encre-de-mer.fr/2014-12-03-le-panda-et-le-saumon-la-face-sombre-du-wwf/>

Notes

[1] On peut citer en particulier le travail remarquable réalisé, il y a plusieurs années, par les responsables du WWF France, en charge des Océans, avec leur projet d'UEGC (Unité d'exploitation et de gestion concertée) : *Pour une pêche durable en France et en Europe !* 2007, 180 p.

[2] <http://www.survivalfrance.org/actu/10459>. Les Pygmées appellent le WWF à cesser de financer les abus commis au nom de la conservation. Communiqué de presse, 25 novembre 2014.

[3] Ce constat de meilleures pratiques en Norvège ne dédouane pas totalement pour autant, l'aquaculture du saumon, qui reste critiquable sur bien des plans.

[4] *Global Magazine*, « Chili, l'or rose en chute libre » et Fundación Pumalín, *Salmonicultura en Chile : la agonía*, décembre 2012, 44 p.

[5] Communication personnelle.

[6] Paul Foley, Bonnie McCay, « Certifying the Commons : Eco-certification, Privatization and Collective Action », *Ecology and Society*, vol. 19, n° 2, 2014.